

Shlomo  
Sand  
Comment  
j'ai cessé  
d'être juif

*Café Voltaire*  
Flammarion

Shlomo  
Sand  
Comment  
j'ai cessé  
d'être juif

Traduit de l'hébreu  
par Michel Bilis

« Supportant mal que les lois israéliennes m'imposent l'appartenance à une ethnie fictive, supportant encore plus mal d'apparaître auprès du reste du monde comme membre d'un club d'élus, je souhaite démissionner et cesser de me considérer comme juif. »

Café Voltaire

Flammarion

Extrait de la publication

Comment j'ai cessé d'être juif

Un regard israélien

DÉJÀ PARUS  
DANS LA COLLECTION CAFÉ VOLTAIRE

- Jacques Julliard, *Le Malheur français* (2005).  
Régis Debray, *Sur le pont d'Avignon* (2005).  
Andreï Makine, *Cette France qu'on oublie d'aimer* (2006).  
Michel Crépu, *Solitude de la grenouille* (2006).  
Elie Barnavi, *Les religions meurtrières* (2006).  
Tzvetan Todorov, *La littérature en péril* (2007).  
Michel Schneider, *La confusion des sexes* (2007).  
Pascal Mérigeau, *Cinéma : Autopsie d'un meurtre* (2007).  
Régis Debray, *L'obscénité démocratique* (2007).  
Lionel Jospin, *L'impasse* (2007).  
Jean Clair, *Malaise dans les musées* (2007).  
Jacques Julliard, *La Reine du monde* (2008).  
Mara Goyet, *Tombeau pour le collège* (2008).  
Étienne Klein, *Galilée et les Indiens* (2008).  
Sylviane Agacinski, *Corps en miettes* (2009).  
François Taillandier, *La langue française au défi* (2009).  
Janine Mossuz-Lavau, *Guerre des sexes : stop !* (2009).  
Alain Badiou (avec Nicolas Truong), *Éloge de l'amour* (2009).  
Marin de Viry, *Tous touristes* (2010).  
Régis Debray, *À un ami israélien*, avec une réponse d'Elie Barnavi (2010).  
Alexandre Lacroix, *Le Téléviathan*, (2010).  
Mara Goyet, *Formules enrichies* (2010).  
Jean Clair, *L'Hiver de la culture* (2011).  
Charles Bricman, *Comment peut-on être belge ?* (2011).  
Corrado Augias, *L'Italie expliquée aux Français* (2011).  
Jean-Noël Jeanneney, *L'État blessé* (2012).  
Mara Goyet, *Collège brutal* (2012).

Shlomo Sand

# Comment j'ai cessé d'être juif

Un regard israélien

*Traduit de l'hébreu par Michel Bilibis*

*Café Voltaire*  
Flammarion

© Flammarion, 2013.  
ISBN : 978-2-0813-0377-5

*En souvenir de Pierre Vidal-Naquet*  
Tel-Aviv, 2013.



« Je considère que les situations extrêmes de l'homme ne sont plus actuellement des situations juives, en termes de souffrance. »

Romain Gary

*Le judaïsme n'est pas une question de sang*, 1970.



# I

## DANS LE VIF DU SUJET

*Un juif ne pourrait pas renoncer à son essence*

La problématique principale déroulée dans cet essai ne manquera pas d'apparaître illégitime, et même révoltante, à plus d'un lecteur. Elle sera d'emblée récusée par nombre de laïcs déterminés à se définir comme juifs. Pour d'autres, je ne serai qu'un traître infâme, rongé par la haine de soi. Des judéophobes conséquents ont déjà qualifié d'impossible, voire d'absurde, une telle question, considérant qu'un juif appartient toujours à une autre race. Ces deux groupes affirmeront qu'un juif est un juif et qu'il n'existe pour l'homme aucun moyen de se soustraire à son identité de naissance. La judéité est perçue dans ces deux cas comme une essence immuable et monolithique, qui ne saurait être modifiée.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, à la lecture de journaux, de revues ou de livres, je ne pense pas qu'il soit exagéré d'affirmer que les juifs sont trop souvent présentés comme porteurs de traits de caractère ou de cellules cérébrales particulières et héréditaires qui les distinguaient de tous les autres humains, tout comme les Africains se différencient

des Européens par leur couleur de peau. De même qu'il est impossible à un Africain de se dépouiller de sa peau, un juif ne pourrait pas renoncer à son essence.

Lorsqu'il recense ses habitants, l'État dont je suis citoyen définit ma nationalité comme « juif », et s'auto-désigne comme l'État du « peuple juif ». Autrement dit, ses fondateurs et législateurs ont considéré cet État comme étant la propriété collective des « juifs du monde », qu'ils soient ou non croyants, et non pas comme l'expression organique de la souveraineté démocratique du corps citoyen qui y réside.

L'État d'Israël me définit comme juif, non pas parce que je m'exprimerais dans une langue juive, fredonnerais des refrains juifs, m'alimenterais de nourriture juive, écrirais des livres juifs ou effectuerais une quelconque activité juive. Je suis répertorié comme juif parce que cet État, après avoir fouillé dans mes origines, a décidé que je suis né d'une mère juive ; elle-même juive car ma grand-mère l'était aussi grâce à (ou à cause de...) mon arrière-grand-mère, et ainsi de suite en remontant la chaîne des générations, jusqu'à la nuit des temps.

Si le hasard avait fait que seul mon père fût considéré comme juif, et qu'aux yeux de la loi israélienne ma mère fût une « non-juive », j'aurais été enregistré sous la nationalité autrichienne ; en effet, je suis né, fortuitement, dans un camp de personnes déplacées, dans la ville de Linz, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Certes, j'aurais pu, dans ce cas, me voir attribuer la citoyenneté israélienne, mais le fait de parler, de

jurer, d'enseigner ou d'écrire en hébreu, tout comme celui d'avoir étudié, durant toute ma jeunesse, dans des écoles israéliennes, ne m'aurait été d'aucune aide, et toute ma vie j'aurais été considéré comme un ressortissant légal de la nation autrichienne.

Fort heureusement, ou malheureusement, selon le regard que l'on porte sur cette question, ma mère fut identifiée comme juive en arrivant en Israël à la fin de 1948, et la mention « juif » fut inscrite sur ma carte d'identité. De plus, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, d'après les lois de l'État d'Israël, tout comme selon la Loi juive (*halakha*), je ne puis cesser d'être juif ; cela ne peut pas relever de mon libre choix. Ma nationalité ne pourrait être effacée des registres de l'État des juifs que dans le cas limite, et exceptionnel, où je viendrais à me convertir à une autre religion.

Le problème est que je ne crois pas en un être suprême. Si l'on excepte une brève crise mystique, à l'âge de douze ans, j'ai toujours pensé que l'homme a créé Dieu et non pas l'inverse ; et cette invention m'est toujours apparue comme l'une des plus problématiques, des plus fascinantes et des plus meurtrières de l'humaine société. Par conséquent, je me retrouve pieds et poings liés, pris au piège de mon identité démente : je n'envisage pas de me convertir au christianisme, non pas seulement en raison de la cruauté de l'Inquisition et des croisades sanglantes, mais tout simplement parce que je ne crois pas en Jésus-Christ, fils de Dieu. Je n'envisage pas non plus de me convertir à l'islam, et ce pas seulement du fait de la *charia*

traditionnelle qui permet à l'homme, s'il l'estime nécessaire, d'épouser quatre femmes, alors même que ce privilège est refusé à la femme, mais pour une raison plus prosaïque : je ne crois pas que Mahomet soit un prophète. Je ne deviendrai pas non plus un adepte de l'hindouisme, car je réprouve toute tradition qui sacralise les castes, ne serait-ce que de façon indirecte et atténuée. Je suis même incapable de devenir bouddhiste, me sentant dans l'impossibilité de transcender la mort et ne croyant pas en la réincarnation des âmes.

Je suis laïc et athée, même si mon cerveau limité peine à appréhender l'infini de l'univers face aux limites étroites et terribles de la vie qui s'y déroule. Les principes, et j'oserais même dire les croyances, qui guident mes pensées ont été, de tout temps, anthropocentristes ; autrement dit, la place centrale y est occupée par les humains et non par je ne sais quel pouvoir supérieur censé les diriger. Les grandes religions, même les plus charitables et les moins fanatiques, sont théocentristes : elles placent la volonté et les desseins de Dieu au-dessus de la vie des hommes, de leurs besoins, de leurs aspirations, de leurs rêves et de leurs fragilités.

### *Une configuration ethnocratique*

L'histoire moderne regorge de bizarries et d'ironie. Le nationalisme ethno-religieux émergeant au début du XIX<sup>e</sup> siècle imposait à Heinrich Heine de se convertir au christianisme pour pouvoir être

reconnu comme allemand, le nationalisme polonais, dans les années 1930, refusait de voir en mon père un Polonais à part entière tant qu'il ne deviendrait pas catholique ; de même, les sionistes du début du XXI<sup>e</sup> siècle, en Israël et à l'étranger, rejettent absolument le principe d'une nationalité israélienne civile pour n'admettre qu'une nationalité juive. Or cette nationalité juive ne peut être acquise que par la seule voie, quasiment inaccessible, d'un acte religieux : toute personne désireuse de voir Israël comme son État national doit être née de mère juive ou bien satisfaire à un long et harassant parcours de conversion au judaïsme, conformément aux règles de la Loi juive, quand bien même cette personne serait résolument athée.

Dans l'État d'Israël, toute forme de définition de la judéité est profondément trompeuse, imprégnée de mauvaise foi et d'arrogance. Au moment où j'écris ces quelques lignes, des travailleurs immigrés, en plein désespoir, pères et mères d'enfants nés et élevés en Israël, et qui se sont adressés au grand rabbinat afin de pouvoir être convertis au judaïsme, voient leur demande rejetée sans la moindre explication : « Ne voulaient-ils pas intégrer la “nation juive” pour éviter de retourner dans l'enfer qu'ils avaient fui, et non pas pour satisfaire une croyance divine qui reconnaît les juifs comme un “peuple élu” ! »

À l'université, j'enseigne à des étudiants d'origine palestinienne : ils s'expriment dans un hébreu limpide et sont censés, selon la loi, être considérés comme des Israéliens à part entière, or les registres

du ministère de l'Intérieur les identifient définitivement comme des « Arabes », et non pas comme des « Israéliens ». Cette marque d'identité ne procède nullement de leur choix volontaire ; elle leur est imposée, et il leur est impossible d'en changer. On imagine quel tollé se déclencherait en France, aux États-Unis, en Italie, en Allemagne ou dans d'autres démocraties libérales si les autorités imposaient à ceux qui s'identifient comme juifs de faire figurer cette définition sur leurs pièces d'identité, ou encore de faire mention de cette identité dans le recensement officiel de la population.

Si l'on comprend qu'après le judéocide de la Seconde Guerre mondiale, la résolution de l'ONU de 1947 ait pu faire référence à la création d'un « État juif » et d'un « État arabe » voisin, qui ne vit jamais le jour, le recours à de telles appellations apparaît, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme un anachronisme problématique et dangereux. 25 % des citoyens israéliens, dont 20 % d'origine arabe, ne sont pas définis comme juifs d'après la loi. Ainsi, la dénomination « juif », contrairement à la définition « israélien », exclut explicitement les non-juifs du corps civique dans l'intérêt duquel l'État a vocation à exister. Cette configuration est non seulement antidémocratique, mais elle met aussi en danger l'existence même d'Israël.

### *Étreinte déterministe, aveugle et aveuglante*

La politique identitaire antirépublicaine de l'État d'Israël n'est toutefois pas le seul motif qui m'a forcé

à rédiger ce bref essai. Elle occupe certes une place centrale et a très certainement pesé sur les rudes propos auxquels j'ai parfois eu recours, mais d'autres facteurs ont aussi influé sur l'élaboration du contenu et des objectifs de cet ouvrage. J'ai voulu poser ici un grand point d'interrogation sur les idées convenues et les *a priori* profondément enracinés, non seulement dans l'espace public israélien, mais aussi dans les réseaux de la communication mondialisée. Je ressens, depuis pas mal de temps, un malaise face aux modes de définition de la judéité qui se sont installés au cœur de la culture occidentale durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup> siècle. De plus en plus, j'ai comme l'impression que, sous certains aspects, Hitler est sorti vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Il a bien sûr été militairement et politiquement vaincu, mais, en quelques années, son idéologie perverse s'est infiltrée et a refait surface jusqu'à émettre, de nos jours, de fortes pulsations, frappantes et menaçantes.

Ne nous y trompons pas ! Nous ne sommes plus menacés par l'horrible judéophobie qui a culminé dans le génocide. La haine morbide envers les juifs et leurs descendants laïcisés ne connaît pas une deuxième jeunesse dans la culture occidentale. En vérité, l'antisémitisme politique public a significativement reculé dans le monde démocratique libéral<sup>1</sup>. Malgré les cris d'orfraie de l'État d'Israël et

---

1. Le concept « antisémitisme » figure, faute de mieux, à plusieurs reprises dans ce texte ; il revêt, à mes yeux, des connotations douteuses car il a été inventé par les judéophobes, et le terme « sémité », manifestement raciste, est dépourvu de toute base historique.

de ses laudateurs sionistes en « diaspora », qui prétendent que la haine des juifs, à laquelle ils assimilent toute critique de la politique israélienne, enfle à chaque instant, il convient, à ce stade, de souligner un fait qui a largement conditionné et inspiré la rédaction de cet essai.

Aucun politicien ne peut de nos jours tenir publiquement des propos antijuifs, sauf peut-être en quelques lieux d'Europe centrale ou de la nouvelle sphère islamo-nationaliste. Aucun organe de presse sérieux ne distillera des balivernes antisémites, aucune maison d'édition respectable ne publiera un écrivain, aussi brillant soit-il, qui ferait l'apologie de la haine à l'encontre des juifs. Aucune station de radio ou chaîne de télévision, publique ou privée, ne laissera un commentateur hostile aux juifs s'exprimer ou paraître à l'écran. Et s'il arrive que des propos diffamatoires à l'encontre des juifs s'insinuent dans les médias de masse, ils sont rapidement et efficacement réprimés.

Le long siècle tourmenté de judéophobie que le monde occidental a connu peu ou prou de 1850 à 1950 est effectivement terminé, et c'est tant mieux ! Il subsiste certes des « poches » de cette haine, des reliquats hérités de ce passé qui se chuchotent dans le secret de salons douteux, ou encore se manifestent dans des cimetières (par définition, leur lieu prédestiné). Cette haine s'exprime parfois par la bouche de marginaux en délire, sans que le grand public lui reconnaisse la moindre légitimité. Tenter d'assimiler l'antisémitisme résiduel d'aujourd'hui à la puissante judéophobie passée revient à minorer grandement l'impact de la haine des juifs

dans la civilisation occidentale, chrétienne et moderne, qui s'est exprimée jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Et pourtant, la conception des juifs comme peuple-race dont les qualités mystérieuses se transmettent par des voies obscures connaît encore de beaux jours. Il s'agissait autrefois de simples caractéristiques physiologiques, le sang ou la forme du visage, aujourd'hui c'est l'ADN ou, pour les plus subtils, un succédané allégé : la croyance forte en une ligne directe dans la chaîne des générations. Dans un lointain passé, on avait affaire à un mélange de peur, de mépris, de haine de l'autre et d'ignorance. De nos jours, de la part des « *goyim post-Shoah* », nous sommes face à une symbiose de craintes, de mauvaise conscience mais surtout d'ignorance, et, chez les « nouveaux juifs », on trouvera fréquemment victimisation, narcissisme, prétention et encore une fois... ignorance crasse.

Je rédige ce texte comme une tentative désespérée de me libérer de cette étreinte déterministe, aveugle et aveuglante, grosse de dangers pour mon avenir et pour celui de tous ceux qui me sont chers. Il existe un lien étroit entre l'identification des juifs en tant qu'ethnie ou peuple-race éternel et la politique d'Israël à l'égard de ceux de ses citoyens considérés comme non-juifs, à l'égard, également, des travailleurs immigrés venus de lointaines contrées, et bien évidemment de ses voisins, privés de droits et soumis à son régime d'occupation depuis bientôt cinquante ans. Il est difficile de nier une cuisante réalité : le développement d'une identité juive essentialiste, non religieuse, encourage

chez beaucoup, tant en Israël qu'à l'extérieur, la perpétuation de positions ethnocentristes et racistes.

À la lumière des tragédies de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la relation affective des descendants juifs envers Israël est aussi compréhensible qu'in-déniable, et il serait stupide de la critiquer. Cependant, cette réalité n'obligeait nullement à ce que se tisse un lien étroit entre la conception de la judéité comme essence éternelle et anhistorique et le soutien croissant qu'une grande part de ceux qui s'identifient comme juifs apportent à la politique de l'État d'Israël – politique de ségrégation inhérente à sa définition même et au régime d'occupation prolongée et de colonisation qu'il a instauré dans les territoires conquis en 1967.

Je n'écris pas pour les antisémites. Je les considère comme totalement incultes ou atteints d'un mal incurable. Quant aux racistes plus érudits, je sais que, de toute façon, je ne les convaincrai pas. J'écris pour tous ceux qui s'interrogent sur les origines et les métamorphoses de l'identité juive, sur les formes modernes de sa présence et sur les répercussions politiques induites par ses diverses définitions. Pour cela, j'extrairai de ma mémoire friable des grumeaux de poussière et je dévoilerai certaines composantes des identités personnelles acquises au cours de ma vie.

## TABLE DES MATIÈRES

I. Dans le vif du sujet .....	11
II. L'identité n'est pas un couvre-chef ...	21
III. Une culture juive laïque ? .....	31
IV. Douleur et temps long .....	41
V. Immigration et judéophobie .....	51
VI. D'un Oriental à l'autre .....	59
VII. Chariot vide et chariot plein .....	71
VIII. Se souvenir de toutes les victimes .....	81
IX. Se reposer après avoir tué un Turc ...	95
X. Qui est juif en Israël ? .....	111
XI. Qui est juif en « diaspora » ? .....	125
XII. Sortir du club exclusif .....	133

